

Gouvernement du Québec

## Décret 58-2010, 26 janvier 2010

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation québécoise à la rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres de l'Agriculture qui se tiendra à Toronto (Ontario), le 5 février 2010

ATTENDU QUE se tiendra une rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres de l'Agriculture à Toronto (Ontario), le 5 février 2010;

ATTENDU QUE l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prescrit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale-territoriale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques :

QUE le Québec participe à la rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres de l'Agriculture qui se tiendra à Toronto (Ontario), le 5 février 2010;

QUE monsieur Marc Dion, sous-ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dirige la délégation québécoise à cette rencontre;

QUE cette délégation soit, en outre, composée de :

— monsieur Norman Johnston, sous-ministre adjoint, Direction générale des politiques agroalimentaires, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

— monsieur Laval Poulin, directeur, Direction des politiques commerciales et intergouvernementales, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

— monsieur Clément Bourque, conseiller, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation soit d'exposer les positions du Québec conformément à la décision du Conseil des ministres.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

53169

Gouvernement du Québec

## Décret 59-2010, 26 janvier 2010

CONCERNANT la nomination de trois membres du conseil de l'Université de Montréal

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *f* de l'article 8 de la Charte de l'Université de Montréal (1966-67, c. 129), le conseil de l'Université de Montréal se compose notamment de huit membres nommés par le gouvernement, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 9 de cette charte, les membres du conseil, à l'exception du recteur, sont nommés pour un mandat de quatre ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 10 de cette charte, la charge de membre du conseil devient vacante notamment à l'expiration du mandat d'un membre et en cas de démission ou d'absence d'un nombre de séances déterminé par les statuts;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 11 de cette charte, toute charge de membre du conseil qui devient vacante est remplie en suivant le mode de nomination établi pour cette charge;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 14-2004 du 14 janvier 2004, monsieur Marc Gold était nommé membre du conseil de l'Université de Montréal, que son mandat est expiré et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 938-2006 du 18 octobre 2006, monsieur André Caillé était nommé nouveau membre du conseil de l'Université de Montréal, que sa charge est devenue vacante et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 938-2006 du 18 octobre 2006, madame Monique Forget-Leroux était nommée membre du conseil de l'Université de Montréal, qu'elle a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport :

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du conseil de l'Université de Montréal, pour un mandat de quatre ans à compter des présentes :

— madame Sylvianne Chaput, comptable générale accréditée, directrice aux finances, à l'administration et aux technologies de l'information, Fondation Lucie et André Chagnon, en remplacement de monsieur Marc Gold;

— M<sup>e</sup> Françoise Guénette, première vice-présidente aux services corporatifs et juridiques, Intact Corporation financière, en remplacement de monsieur André Caillé;

— madame Chantal Rougerie, vice-présidente au financement de projets, SNC-Lavalin Capital inc., en remplacement de madame Monique Forget-Leroux.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

GÉRARD BIBEAU

53170

Gouvernement du Québec

### Décret 60-2010, 26 janvier 2010

CONCERNANT l'approbation de l'Entente entre le gouvernement du Québec et l'Institut indo-canadien Shastri relativement à la gestion des exemptions québécoises des frais supplémentaires de scolarité pour étudiants indiens

ATTENDU QUE la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport souhaite conclure une entente de service avec l'Institut indo-canadien Shastri afin de réaliser la gestion des exemptions québécoises des frais supplémentaires de scolarité pour étudiants indiens;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 13 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (L.R.Q., c. M-15), la ministre peut, conformément à la loi, conclure une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation, en vue de l'exécution de ses fonctions;

ATTENDU QUE l'Institut indo-canadien Shastri est un organisme public fédéral en vertu de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30);

ATTENDU QUE l'entente à intervenir constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes et de la Réforme des institutions démocratiques :

QUE l'Entente entre le gouvernement du Québec et l'Institut indo-canadien Shastri relativement à la gestion des exemptions québécoises des frais supplémentaires de scolarité pour étudiants indiens, dont le texte sera substantiellement conforme au texte annexé à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

GÉRARD BIBEAU

53171

Gouvernement du Québec

### Décret 61-2010, 26 janvier 2010

CONCERNANT l'approbation de l'Entente de contribution relative à la formation en langue française aux fonctions d'urgence en mer et de l'Entente de transfert de gestion et de maîtrise d'un bâtiment et de transfert de biens meubles entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada ont conclu, le 27 mars 2009, une entente de principe par échange de lettres relativement à la cession d'un bâtiment et de ses équipements et au versement d'une contribution financière aux fins de la formation de la main-d'œuvre maritime du Québec;

ATTENDU QUE cette entente de principe a été approuvée par le décret numéro 320-2009 du 25 mars 2009;

ATTENDU QUE cette entente de principe prévoit que les modalités du transfert du bâtiment et de ses équipements de même que celles du versement de la contribution financière devront être établies dans des ententes ultérieures, lesquelles devront faire l'objet d'une approbation gouvernementale;

ATTENDU QUE, conformément à l'Entente de principe et aux fins d'établir les modalités de la cession du bâtiment et de ses équipements et du versement de la contribution financière, le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada souhaitent conclure l'Entente de contribution relative à la formation en langue française aux fonctions d'urgence en mer de même que l'Entente de transfert de gestion et de maîtrise d'un bâtiment et de transfert de biens meubles;